

COM(2014) 495 final

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2013-2014

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 26 août 2014

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 22 août 2014

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de décision du Conseil relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord de coopération scientifique et technologique entre l'Union européenne et les Îles Féroé associant les Îles Féroé au programme-cadre pour la recherche et l'innovation "Horizon 2020" (2014-2020)

E 9592

Bruxelles, le 11 août 2014
(OR. en)

12437/14

Dossier interinstitutionnel:
2014/0227 (NLE)

RECH 338
FEROE 4

PROPOSITION

| | |
|--------------------|---|
| Origine: | Pour le Secrétaire général de la Commission européenne, Monsieur Jordi AYET PUIGARNAU, Directeur |
| Date de réception: | 29 juillet 2014 |
| Destinataire: | Monsieur Uwe CORSEPIUS, Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne |
| N° doc. Cion: | COM(2014) 495 final |
| Objet: | Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord de coopération scientifique et technologique entre l'Union européenne et les Îles Féroé associant les Îles Féroé au programme-cadre pour la recherche et l'innovation "Horizon 2020" (2014-2020) |

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2014) 495 final.

p.j.: COM(2014) 495 final



Bruxelles, le 29.7.2014
COM(2014) 495 final

2014/0227 (NLE)

Proposition de

DÉCISION DU CONSEIL

relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord de coopération scientifique et technologique entre l'Union européenne et les Îles Féroé associant les Îles Féroé au programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» (2014-2020)

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE LA PROPOSITION

Le 18 mars 2014, le Conseil a autorisé la Commission à ouvrir des négociations, au nom de l'Union européenne, avec les Îles Féroé, en vue de conclure un accord entre l'Union européenne et les Îles Féroé associant celles-ci au programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» (2014-2020).

Les négociations entre les deux parties sont achevées et ont abouti au projet d'accord en annexe, qui est conforme aux directives de négociations formulées par le Conseil.

La Commission propose au Conseil:

- d'adopter une décision relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord au nom de l'Union européenne.

2. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE LA PROPOSITION

La proposition de décision du Conseil est fondée sur l'article 186 et sur l'article 218, paragraphes 5 et 8, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Proposition de

DÉCISION DU CONSEIL

relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord de coopération scientifique et technologique entre l'Union européenne et les Îles Féroé associant les Îles Féroé au programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» (2014-2020)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 186, en liaison avec l'article 218, paragraphe 5, et l'article 218, paragraphe 8, premier alinéa,

vu la proposition de la Commission européenne,

considérant ce qui suit:

- (1) Le programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» (2014-2020) (ci-après dénommé «Horizon 2020») a été établi par le règlement (UE) n° 1291/2013 du Parlement européen et du Conseil¹.
- (2) Le 18 mars 2014, le Conseil a autorisé la Commission à ouvrir des négociations, au nom de l'Union, avec les Îles Féroé en vue de conclure un accord de coopération scientifique et technologique entre l'Union européenne et les Îles Féroé associant les Îles Féroé au programme Horizon 2020.
- (3) Ces négociations ont abouti et, sous réserve de sa conclusion à une date ultérieure, l'accord doit être signé au nom de l'Union européenne.

DÉCIDE:

Article premier

La signature de l'accord de coopération scientifique et technologique entre l'Union européenne et les Îles Féroé associant les Îles Féroé au programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» est approuvée au nom de l'Union, sous réserve de la conclusion dudit accord.

Le texte de l'accord qui doit être signé est joint à la présente décision.

¹ JO L 347 du 20.12.2013, p. 104.

Article 2

Le Secrétariat général du Conseil élabore l'instrument de pleins pouvoirs autorisant la ou les personnes indiquées par le négociateur de l'accord à signer celui-ci, sous réserve de sa conclusion.

Article 3

La présente décision est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le président

FICHE FINANCIÈRE LÉGISLATIVE

1. CADRE DE LA PROPOSITION/DE L'INITIATIVE

1.1. Dénomination de la proposition/de l'initiative

Proposition de décision du Conseil relative à la signature et à l'application provisoire d'un accord de coopération scientifique et technologique entre l'Union européenne et les Îles Féroé associant les Îles Féroé au programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» (2014-2020).

1.2. Domaine(s) politique(s) concerné(s) dans la structure ABM/ABB²

Stratégie politique et coordination des directions générales RTD, JRC, AGRI, EAC, CNECT, ENER, ENTR, et MOVE.

1.3. Nature de la proposition/de l'initiative

- La proposition/l'initiative porte sur **une action nouvelle**
- La proposition/l'initiative porte sur **une action nouvelle suite à un projet pilote/une action préparatoire³**
- La proposition/l'initiative porte sur **la prolongation d'une action existante**
- La proposition/l'initiative porte sur **une action réorientée vers une nouvelle action**

1.4. Objectif(s)

1.4.1. Objectif(s) stratégique(s) pluriannuel(s) de la Commission visé(s) par la proposition/l'initiative

Associer les Îles Féroé au programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» (2014-2020). La participation des Îles Féroé en qualité de pays associé à Horizon 2020 doit être considérée comme la continuation de leur participation au 7^e programme-cadre.

1.4.2. Objectif(s) spécifique(s) et activité(s) ABM/ABB concernée(s)

Objectif spécifique

Activité(s) ABM/ABB concernée(s)

Renforcer la primauté industrielle et la compétitivité de l'UE dans un contexte mondial et renforcer l'excellence de la recherche européenne.

² ABM: gestion par activités – ABB: établissement du budget par activités.

³ Tel(le) que visé(e) à l'article 54, paragraphe 2, point a) ou b), du règlement financier.

1.4.3. *Résultat(s) et incidence(s) attendu(s)*

Préciser les effets que la proposition/l'initiative devrait avoir sur les bénéficiaires/la population visée.

Cet accord devrait permettre aux Îles Féroé et à l'Union de tirer un avantage mutuel grâce à leur participation au nouveau programme-cadre de l'Union pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» (2014-2020) et d'améliorer et d'intensifier leur coopération dans des domaines scientifiques et technologiques d'intérêt mutuel.

1.4.4 *Indicateurs de résultats et d'incidences*

Préciser les indicateurs permettant de suivre la réalisation de la proposition/de l'initiative.

- nombre de propositions présentées par les Îles Féroé par rapport au nombre de propositions sélectionnées pour bénéficier d'un financement au titre d'Horizon 2020 dans son ensemble et dans les différents piliers d'Horizon 2020;
- nombre de candidats originaires des Îles Féroé dans les propositions soumises et retenues pour bénéficier d'un financement;
- nombre d'entités des Îles Féroé obtenant un financement et part du financement obtenu dans le cadre du programme spécifique d'Horizon 2020 par rapport au taux de participation des Îles Féroé à ce programme;
- nombre de conventions de subvention féroïennes signées.

1.5. **Justification(s) de la proposition/de l'initiative**

1.5.1. *Besoin(s) à satisfaire à court ou à long terme*

La présente décision permettra aux Îles Féroé de participer à la plupart des appels à propositions d'Horizon 2020 en tant que pays associé et à ses entités de recherche d'obtenir un financement en cas de sélection. Elles devront s'acquitter d'une contribution financière pour bénéficier du statut de pays associé.

1.5.2. *Valeur ajoutée de l'intervention de l'UE*

Les Îles Féroé paient, pour leur participation en tant que pays associé, une contribution financière annuelle qui est ajoutée au budget de l'UE.

La coopération contribue à l'excellence scientifique et à la compétitivité de l'Union, étant donné la proximité immédiate des Îles Féroé avec l'UE en tant que voisin de l'Europe du Nord.

1.5.3. *Leçons tirées d'expériences similaires*

Les Îles Féroé étaient associées au septième programme-cadre de recherche de l'UE (7^e PC) depuis 2010. Elles connaissent donc la coopération avec l'UE en matière de R&I et peuvent également tirer parti de la réussite des projets et des actions accordés dans le cadre du 7^e PC.

1.5.4. *Compatibilité et synergie éventuelle avec d'autres instruments appropriés*

Horizon 2020 est compatible avec d'autres instruments de financement de l'Union.

1.6. Durée et incidence financière

Proposition/initiative à **durée limitée**

– Proposition/initiative en vigueur du 1.1.2014 au 31.12.2020

– Incidence financière du 1.1.2014 jusqu'au 31.12.2023

Proposition/initiative à **durée illimitée**

– Mise en œuvre avec une période de montée en puissance de AAAA jusqu'en AAAA,

– puis un fonctionnement en rythme de croisière au-delà.

1.7. Mode(s) de gestion prévu(s)⁴

À partir du budget 2014

Gestion directe par la Commission

– dans ses services, y compris par l'intermédiaire de son personnel dans les délégations de l'Union;

– par les agences exécutives;

Gestion partagée avec les États membres

Gestion indirecte en confiant des tâches d'exécution budgétaire:

– à des pays tiers ou aux organismes qu'ils ont désignés;

– à des organisations internationales et à leurs agences (à préciser);

– à la BEI et au Fonds européen d'investissement;

– aux organismes visés aux articles 208 et 209 du règlement financier;

– à des organismes de droit public;

– à des organismes de droit privé investis d'une mission de service public, pour autant qu'ils présentent les garanties financières suffisantes;

– à des organismes de droit privé d'un État membre qui sont chargés de la mise en œuvre d'un partenariat public-privé et présentent les garanties financières suffisantes;

⁴ Les explications sur les modes de gestion ainsi que les références au règlement financier sont disponibles sur le site BudgWeb: http://www.cc.cec/budg/man/budgmanag/budgmanag_fr.html

- à des personnes chargées de l'exécution d'actions spécifiques relevant de la PESC, en vertu du titre V du traité sur l'Union européenne, identifiées dans l'acte de base concerné.
- *Si plusieurs modes de gestion sont indiqués, veuillez donner des précisions dans la partie «Remarques».*

2. MESURES DE GESTION

2.1. Dispositions en matière de suivi et de compte rendu

Préciser la fréquence et les conditions de ces dispositions.

La Commission évaluera régulièrement toutes les actions menées au titre du présent accord, qui feront également l'objet d'un suivi régulier au sein du comité UE-Îles Féroé pour la recherche et l'innovation établi conformément à l'article 4 de l'accord. Cette évaluation comportera les éléments suivants:

a) indicateurs de performance pour le programme spécifique d'Horizon 2020:

- nombre de propositions présentées par les Îles Féroé par rapport au nombre de propositions sélectionnées pour bénéficier d'un financement au titre d'Horizon 2020 dans son ensemble et dans les différents piliers d'Horizon 2020;
- nombre de candidats originaires des Îles Féroé dans les propositions soumises et retenues pour bénéficier d'un financement;
- nombre d'entités des Îles Féroé obtenant un financement et part du financement obtenu dans le cadre du programme spécifique d'Horizon 2020 par rapport au taux de participation des Îles Féroé à ce programme;
- nombre de conventions de subvention signées avec les entités des Îles Féroé.

b) collecte d'informations:

Sur la base des données du programme Horizon 2020, sur demande et sur la base d'informations échangées au sein du comité UE-Îles Féroé.

c) évaluation globale:

La Commission évaluera la participation globale des Îles Féroé au titre d'Horizon 2020, compte tenu de la durée de son association.

2.2. Système de gestion et de contrôle

2.2.1. Risque(s) identifié(s)

Aucun risque n'a été recensé.

2.2.2. Informations concernant le système de contrôle interne mis en place

L'annexe III de l'accord précise les règles régissant la contribution financière des Îles Féroé à Horizon 2020.

Un réexamen (sur la base des données concernant la participation d'entités juridiques féroïennes à des actions directes et indirectes au titre d'Horizon 2020 au cours de la période 2014-2016) du facteur de proportionnalité régissant la contribution financière des Îles Féroé au programme est prévu dans l'accord. Ce réexamen doit avoir lieu au cours de la quatrième année d'application de l'accord.

2.2.3. *Estimation du coût-bénéfice des contrôles et évaluation du niveau attendu de risque d'erreur*

s.o.

2.3. Mesures de prévention des fraudes et irrégularités

Préciser les mesures de prévention et de protection existantes ou envisagées.

Ces mesures sont fixées à l'annexe IV de l'accord sur le contrôle financier des participants féroïens au programme couverts par l'accord.

Lorsque la mise en œuvre du programme-cadre nécessite le recours à des contractants externes ou implique l'octroi de concours financiers à des tiers, la Commission effectuera, au besoin, des audits financiers, en particulier lorsqu'elle a des raisons de douter du caractère réaliste des travaux exécutés ou décrits dans les rapports d'activité.

Les audits financiers de l'Union seront effectués soit par son propre personnel, soit par des experts comptables agréés conformément à la législation de la partie soumise à l'audit. L'Union choisira ces derniers librement, en évitant tout risque de conflit d'intérêts que pourrait lui signaler la partie soumise à l'audit. En outre, la Commission s'assurera, dans la mise en œuvre des activités de recherche, que les intérêts financiers de l'Union sont protégés par des vérifications efficaces et, si des irrégularités sont décelées, par des mesures et des sanctions dissuasives et proportionnées.

Afin d'atteindre cet objectif, des règles relatives aux contrôles, mesures et sanctions, par application des règlements (CE, Euratom) n° 2988/95, (Euratom, CE) n° 2185/96 et (UE, Euratom) n° 883/2013, seront inscrites dans tous les contrats passés aux fins de la mise en œuvre du programme-cadre.

En particulier, les points suivants devront être prévus dans les contrats:

- l'introduction de clauses contractuelles particulières visant à protéger les intérêts financiers de l'UE par l'exécution de vérifications et de contrôles en relation avec les travaux effectués;
- la mise en œuvre de contrôles administratifs dans le domaine de la lutte antifraude, conformément aux règlements n° 2185/96 et 883/2013;
- l'application de sanctions administratives pour toutes les irrégularités, volontaires ou dues à la négligence, dans l'exécution des contrats, conformément au règlement général n° 2988/95, y compris l'établissement d'une liste noire;

- le fait que les décisions prises par la Commission en application de l'article 299 TFUE pour assurer le recouvrement des montants dus et non payés par les bénéficiaires féroïens à la suite de leur participation à «Horizon 2020» seront exécutoires dans les Îles Féroé.

- De plus, et comme mesure de routine, un programme de contrôle portant sur les aspects scientifiques et budgétaires sera effectué par le personnel compétent de la DG Recherche et innovation. Un audit interne sera par ailleurs réalisé par l'unité «audit interne» de la DG Recherche et innovation, et des inspections locales seront assurées par la Cour des comptes européenne.

3. INCIDENCE FINANCIÈRE ESTIMÉE DE LA PROPOSITION/DE L'INITIATIVE

3.1. Rubrique(s) du cadre financier pluriannuel et ligne(s) budgétaire(s) de dépenses concernée(s)

- Lignes budgétaires existantes

Dans l'ordre des rubriques du cadre financier pluriannuel et des lignes budgétaires.

| Rubrique du cadre financier pluriannuel : | Ligne budgétaire | Nature de la dépense | Participation | | | |
|---|--|-----------------------|---------------------------|--------------------------------|---------------|---|
| | Numéro Libellé | CD/CND ⁽⁵⁾ | de pays AELE ⁶ | de pays candidats ⁷ | de pays tiers | au sens de l'article 21, paragraphe 2, point b), du règlement financier |
| 1a | 08.01.05 08.01.05.01 08.01.05.03 | CND | OUI | OUI | OUI | OUI |

- Nouvelles lignes budgétaires, dont la création est demandée

Dans l'ordre des rubriques du cadre financier pluriannuel et des lignes budgétaires.

| Rubrique du cadre financier pluriannuel : | Ligne budgétaire | Nature de la dépense | Participation | | | |
|---|--|----------------------|---------------|-------------------|---------------|---|
| | Numéro [...] [Libellé.....]] | CD/CND | de pays AELE | de pays candidats | de pays tiers | au sens de l'article 21, paragraphe 2, point b), du règlement financier |
| | [...][XX.YY.YY.YY] | | OUI/N ON | OUI/NO N | OUI/N ON | OUI/NON |

⁵ CD = crédits dissociés / CND = crédits non dissociés.

⁶ AELE: Association européenne de libre-échange.

⁷ Pays candidats et, le cas échéant, pays candidats potentiels des Balkans occidentaux.

3.2. Incidence estimée sur les dépenses

3.2.1. Synthèse de l'incidence estimée sur les dépenses

En millions d'euros (à la 3^e décimale)

| | | |
|--|-----------|---|
| Rubrique du cadre financier pluriannuel | 1a | Compétitivité pour la croissance et l'emploi |
|--|-----------|---|

| DG: <.....> | | | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | TOTAL |
|---|--------------------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| •Crédits opérationnels | | | | | | | | | | |
| Numéro de ligne budgétaire | Engagements | (1) | | | | | | | | |
| | Paielements | (2) | | | | | | | | |
| Numéro de ligne budgétaire | Engagements | (1a) | | | | | | | | |
| | Paielements | (2a) | | | | | | | | |
| Crédits de nature administrative financés par l'enveloppe de certains programmes spécifiques ⁸ | | | | | | | | | | |
| Numéro de ligne budgétaire | 08.01.05 | (3) | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,609 |
| Numéro de ligne budgétaire | 08.01.05.01 | (4) | 0,082 | 0,082 | 0,082 | 0,082 | 0,082 | 0,082 | 0,082 | 0,574 |
| Numéro de ligne budgétaire | 08.01.05.03 | (5) | 0,005 | 0,005 | 0,005 | 0,005 | 0,005 | 0,005 | 0,005 | 0,035 |
| •TOTAL des crédits opérationnels | Engagements | (6) | | | | | | | | |
| | Paielements | (7) | | | | | | | | |
| •TOTAL des crédits de nature administrative financés par l'enveloppe de certains programmes spécifiques | | | (8) | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,609 |

⁸ Assistance technique et/ou administrative et dépenses d'appui à la mise en œuvre de programmes et/ou d'actions de l'UE (anciennes lignes «BA»), recherche indirecte, recherche directe.

| | | | | | | | | | | |
|---|-------------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| TOTAL des crédits pour la RUBRIQUE 1a du cadre financier pluriannuel | Engagements | =6+8 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,609 |
| | Paiements | =7+8 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,609 |

| | | |
|--|----------|----------------------------|
| Rubrique du cadre financier pluriannuel | 5 | «Dépenses administratives» |
|--|----------|----------------------------|

En millions d'euros (à la 3^e décimale)

| | | Année N | Année N+1 | Année N+2 | Année N+3 | Insérer autant d'années que nécessaire, pour refléter la durée de l'incidence (voir point 1.6) | | | TOTAL |
|----------------------------------|---------|------------|--------------|--------------|--------------|--|--|--|-------|
| DG: <.....> | | | | | | | | | |
| •Ressources humaines | | | | | | | | | |
| •Autres dépenses administratives | | | | | | | | | |
| TOTAL DG <....> | Crédits | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|--|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| TOTAL des crédits pour la RUBRIQUE 5 du cadre financier pluriannuel | (Total engagements = Total paiements) | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,084 |
|--|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|

En millions d'euros (à la 3^e décimale)

| | | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | TOTAL |
|--|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| TOTAL des crédits pour les rubriques 1 à 5 du cadre financier pluriannuel | Engagements | 0,099 | 0,099 | 0,099 | 0,099 | 0,099 | 0,099 | 0,099 | 0,693 |
| | Paiements | 0,099 | 0,099 | 0,099 | 0,099 | 0,099 | 0,099 | 0,099 | 0,693 |

3.2.2. Incidence estimée sur les crédits opérationnels

- La proposition/l'initiative n'engendre pas l'utilisation de crédits opérationnels.
- La proposition/l'initiative engendre l'utilisation de crédits opérationnels, comme expliqué ci-après:

Crédits d'engagement en millions d'euros (à la 3^e décimale)

| Indiquer les objectifs et les réalisations ↓ | | | Année N | | Année N+1 | | Année N+2 | | Année N+3 | | Insérer autant d'années que nécessaire, pour refléter la durée de l'incidence (voir point 1.6) | | | | | | TOTAL | | | |
|---|-------------------|------------|---------|------|-----------|------|-----------|------|-----------|------|--|------|------|------|------|------|------------|------------|--|--|
| | RÉALISATIONS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Type ⁹ | Coût moyen | Nbre | Coût | Nbre | Coût | Nbre | Coût | Nbre | Coût | Nbre | Coût | Nbre | Coût | Nbre | Coût | Nbre total | Coût total | | |
| OBJECTIF SPÉCIFIQUE n° 1 ¹⁰ ... | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Réalisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Réalisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Réalisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total objectif spécifique n° 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| OBJECTIF SPÉCIFIQUE n° 2... | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Réalisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total objectif spécifique n° 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

⁹ Les réalisations se réfèrent aux produits et services qui seront fournis (par exemple: nombre d'échanges d'étudiants financés, nombre de km de routes construites, etc.).

¹⁰ Tel que décrit au point 1.4.2. «Objectif(s) spécifique(s)...».

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| COÛT TOTAL | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|

3.2.3. Incidence estimée sur les crédits de nature administrative

3.2.3.1. Synthèse

- La proposition/l'initiative n'engendre pas l'utilisation de crédits de nature administrative.
- La proposition/l'initiative engendre l'utilisation de crédits de nature administrative, comme expliqué ci-après:

En millions d'euros (à la 3^e décimale)

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | TOTAL |
|--|------|------|------|------|------|------|------|-------|
|--|------|------|------|------|------|------|------|-------|

| | | | | | | | | |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| RUBRIQUE 5 du cadre financier pluriannuel | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,084 |
| Ressources humaines | | | | | | | | |
| Autres dépenses administratives | | | | | | | | |
| Sous-total RUBRIQUE 5 du cadre financier pluriannuel | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,012 | 0,084 |

| | | | | | | | | |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| Hors RUBRIQUE 5¹¹ du cadre financier pluriannuel | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | |
| Ressources humaines | 0,082 | 0,082 | 0,082 | 0,082 | 0,082 | 0,082 | 0,082 | 0,574 |
| Autres dépenses de nature administrative | 0,005 | 0,005 | 0,005 | 0,005 | 0,005 | 0,005 | 0,005 | 0,035 |
| Sous-total hors RUBRIQUE 5 du cadre financier pluriannuel | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,087 | 0,609 |

| | | | | | | | | |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| TOTAL | 0,099 | 0,693 |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|

Les besoins en crédits de nature administrative seront couverts par les crédits de la DG déjà affectés à la gestion de l'action et/ou redéployés en interne au sein de la DG, complétés le cas échéant par toute dotation additionnelle qui pourrait être allouée à la DG gestionnaire dans le cadre de la procédure d'allocation annuelle et à la lumière des contraintes budgétaires existantes.

¹¹ Assistance technique et/ou administrative et dépenses d'appui à la mise en œuvre de programmes et/ou d'actions de l'UE (anciennes lignes «BA»), recherche indirecte, recherche directe.

3.2.3.2. Besoins estimés en ressources humaines

- La proposition/l'initiative n'engendre pas l'utilisation de ressources humaines.
- La proposition/l'initiative engendre l'utilisation de ressources humaines, comme expliqué ci-après:

Estimation à exprimer en équivalents temps pleins

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|-----------------|------|------|------|------|------|------|
| •Emplois du tableau des effectifs (postes de fonctionnaires et d'agents temporaires) | | | | | | | |
| XX 01 01 01 (au siège et dans les bureaux de représentation de la Commission) | | | | | | | |
| XX 01 01 02 (en délégation) | | | | | | | |
| 08 01 05 01 (recherche indirecte) | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 0,75 |
| 10 01 05 01 (recherche directe) | | | | | | | |
| •Personnel externe (en équivalents temps plein: ETP)¹² | | | | | | | |
| XX 01 02 01 (AC, END, INT de l'enveloppe globale) | | | | | | | |
| XX 01 02 02 (AC, AL, END, INT et JED dans les délégations) | | | | | | | |
| XX 01 04 yy ¹³ | - au siège | | | | | | |
| | - en délégation | | | | | | |
| XX 01 05 02 (AC, END, INT sur recherche indirecte) | | | | | | | |
| 10 01 05 02 (AC, END, INT sur recherche directe) | | | | | | | |
| Autre ligne budgétaire (à spécifier) | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |

XX est le domaine politique ou le titre concerné.

Les besoins en ressources humaines seront couverts par les effectifs de la DG déjà affectés à la gestion de l'action et/ou redéployés en interne au sein de la DG, complétés le cas échéant par toute dotation additionnelle qui pourrait être allouée à la DG gestionnaire dans le cadre de la procédure d'allocation annuelle et à la lumière des contraintes budgétaires existantes.

Description des tâches à effectuer:

| | |
|--------------------------------------|---|
| Fonctionnaires et agents temporaires | Préparation des réunions du comité mixte prévu à l'article 4 de l'accord, et plusieurs missions visant à assurer le bon fonctionnement, la bonne mise en œuvre ainsi que le réexamen et le suivi réguliers de l'accord. |
| Personnel externe | |

¹² AC = agent contractuel; AL = agent local; END = expert national détaché; INT = intérimaire; JED = jeune expert en délégation.

¹³ Sous-plafonds de personnel externe financés sur crédits opérationnels (anciennes lignes «BA»).

3.2.4. Compatibilité avec le cadre financier pluriannuel actuel

- La proposition/l'initiative est compatible avec le cadre financier pluriannuel actuel.
- La proposition/l'initiative nécessite une reprogrammation de la rubrique concernée du cadre financier pluriannuel.
- La proposition/l'initiative nécessite le recours à l'instrument de flexibilité ou la révision du cadre financier pluriannuel¹⁴.

3.2.5. Participation de tiers au financement

- La proposition/l'initiative ne prévoit pas de cofinancement par des tierces parties.
- La proposition/l'initiative prévoit un cofinancement estimé ci-après:

Crédits en millions d'euros (à la 3^e décimale)

| | Année N | Année N+1 | Année N+2 | Année N+3 | Insérer autant d'années que nécessaire, pour refléter la durée de l'incidence (voir point 1.6) | | | Total |
|--|------------|--------------|--------------|--------------|--|--|--|-------|
| Préciser l'organisme de cofinancement | | | | | | | | |
| TOTAL cofinancés | crédits | | | | | | | |

3.3. Incidence estimée sur les recettes

- La proposition/l'initiative est sans incidence financière sur les recettes.
- La proposition/l'initiative a une incidence financière décrite ci-après:
 - sur les ressources propres
 - sur les recettes diverses

En millions d'euros (à la 3^e décimale)

| Ligne budgétaire de recette: | Montants inscrits pour l'exercice en cours | Incidence de la proposition/de l'initiative ¹⁵ | | | | | | |
|---------------------------------|--|---|--------------|--------------|--------------|------|------|------|
| | | Année N | Année N+1 | Année N+2 | Année N+3 | 2018 | 2019 | 2020 |
| | | | | | | | | |

¹⁴ Voir points 19 et 24 de l'accord interinstitutionnel (pour la période 2007-2013)

¹⁵ En ce qui concerne les ressources propres traditionnelles (droits de douane, cotisations sur le sucre), les montants indiqués doivent être des montants nets, c'est-à-dire des montants bruts après déduction de 25 % de frais de perception.

| | | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | | | |
|--------------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Article 6013 | <i>pm</i> | 1,262 | 1,335 | 1,427 | 1,521 | 1,610 | 1,719 | 1,879 |

*** Les montants pour 2014-2020 sont en millions d'EUR et sont à considérer comme indicatifs. La contribution demandée en définitive tiendra compte des corrections sur l'année précédente.**

Pour les recettes diverses qui seront «affectées», préciser la ou les lignes budgétaires de dépense concernées.

Préciser la méthode de calcul de l'effet sur les recettes.

Lignes budgétaires: 02.045001, 05.095001, 06.035001, 08.025001, 09.045001, 10.025001, 15.035001, 32.045001 et les crédits provenant des contributions financières de pays tiers (c'est-à-dire non membres de l'Espace économique européen) à Horizon 2020.

La contribution des Îles Féroé au programme Horizon 2020 sera proportionnelle au ratio entre son PIB et celui de l'UE-28. Ce ratio sera calculé sur la base des dernières statistiques d'Eurostat, disponibles au moment de la publication du projet de budget de l'Union européenne, pour la même année.

Le facteur de proportionnalité obtenu pour 2014 est de 0,014 %.

Pour 2014, l'estimation de la contribution au programme-cadre «Horizon 2020», sur la base du PIB de 2012 (source: Eurostat), aux prix du marché, est de 1,263 million d'euros.

| | |
|--------------------|---------------|
| PIB de l'EUR-28 | 12 967 102,60 |
| PIB des Îles Féroé | 1 810,30 |
| Ratio | 0,014 % |

Estimation de la contribution (en millions d'euros)

| Année | Budget | Estimation de la contribution totale |
|--------------|-----------------|--------------------------------------|
| 2014 | 9 043,6 | 1,263 |
| 2015 | 9 560,0 | 1,335 |
| 2016 | 10 223,7 | 1,427 |
| 2017 | 10 893,8 | 1,521 |
| 2018 | 11 532,0 | 1,610 |
| 2019 | 12 317,5 | 1,719 |
| 2020 | 13 462,6 | 1,879 |
| Total | 77 033,2 | 10,754 |